

11.1 Principaux indicateurs économiques

Après un rebond marqué en 2010, l'activité ralentit en 2011 dans les économies avancées. Dès le début de l'année, la forte hausse du prix des matières premières, les conséquences du séisme japonais et le ralentissement de l'activité dans les économies émergentes ont freiné la dynamique de reprise. À partir de l'été 2011, les économies européennes ont pâti de la diffusion de la crise des dettes souveraines survenue en 2010. Son aggravation pendant l'été 2011 s'est traduite par un regain d'incertitude et un durcissement des conditions financières dans certains pays. L'activité s'est ainsi contractée en Europe en fin d'année.

En 2011, la croissance de l'économie française se maintient : le **produit intérieur brut** en euros constants progresse de 1,7 % en moyenne annuelle, au même rythme qu'en 2010. La croissance est soutenue par la demande des entreprises : leurs dépenses d'**investissement** accélèrent et après deux années de déstockage, la reconstitution des stocks contribue notablement à l'activité, à hauteur de 0,8 point de croissance du PIB. Ce relatif dynamisme masque cependant un ralentissement marqué à partir du printemps. Après un fort rebond en 2010, les échanges extérieurs décélèrent mais restent dynamiques en 2011 : + 5,3 % après + 9,6 % pour les exportations et + 4,9 % après + 8,9 % pour les importations. Les importations et exportations progressent sur des rythmes proches, si bien que les échanges extérieurs sont neutres sur la croissance.

Les dépenses des **administrations publiques** décélèrent de nouveau en 2011. Les **dépenses de consommation des ménages**, principal facteur de hausse de la demande en 2010, sont atones en 2011 (+ 0,3 % en euros constants après + 1,4 % en 2010). En particulier, les dépenses d'énergie ont fortement baissé en 2011 du fait de températures plus élevées en moyenne d'environ 1,8 °C. Les ménages ont également légèrement augmenté leur taux d'épargne. Si le **revenu disponible brut des ménages** accélère à + 2,6 % en valeur (après + 2,0 % l'année précédente), son **pouvoir d'achat** croît à un rythme ralenti : l'accélération des prix l'emporte sur celle des revenus d'activité.

Les rémunérations versées par les **sociétés non financières (SNF)** à leurs salariés augmentent de 4,4 % en 2011, soit un rythme plus soutenu que celui de leur **valeur ajoutée** (+ 2,8 %). Leur excédent brut d'exploitation se contracte (- 2,2 %), après avoir augmenté de 6,0 % en 2010. Leur **taux de marge** perd ainsi 1,5 point entre 2010 et 2011, pour s'établir à 28,6 %, son plus faible niveau depuis le milieu des années 80. Leur épargne baisse de 11,5 % et le besoin de financement passe de 1,8 % en 2010 à 6,5 % en 2011. L'investissement des sociétés non financières reste en revanche dynamique, de sorte que le **taux d'autofinancement** recule nettement (- 14,6 points, à 67,2 %). ■

Définitions

Pouvoir d'achat : le pouvoir d'achat du revenu est la quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec le revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat peut augmenter.

Taux de marge : rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

Administrations publiques, dépenses de consommation finale des ménages, institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), produit intérieur brut (PIB), revenu disponible des ménages, sociétés non financières (SNF), taux d'autofinancement, taux d'investissement, valeur ajoutée : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Le PIB par habitant a varié dans les États membres de 45 % à 274 % de la moyenne de l'UE27 en 2011 », *communiqué de presse* n° 97, Eurostat, juin 2012.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2012.
- « Les comptes de la Nation en 2011 – la croissance du PIB se maintient à 1,7 % », *Insee Première* n° 1401, mai 2012.
- « Fin 2011, le PIB progresse de 0,2 % tandis que le pouvoir d'achat des ménages stagne », *Informations Rapides* n° 78, mars 2012.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services \ Collections nationales \ Insee Références

Principaux indicateurs économiques 11.1

Ressources et emplois de biens et services à prix courants

en milliards d'euros

Ressources	2010 (r)	2011	Emplois	2010 (r)	2011
Produit intérieur brut (PIB)	1 937,3	1 996,6	Consommation finale	1 606,2	1 640,6
Valeur ajoutée au prix de base	1 741,5	1 789,0	Ménages	1 084,6	1 110,1
Impôts sur les produits	210,9	222,6	Administrations publiques	481,8	489,3
Subventions sur les produits	- 15,1	- 15,0	ISBLSM	39,8	41,2
Importations	537,4	594,3	Formation Brute de Capital Fixe	376,7	401,2
			Acquisitions, nettes de cessions, d'objets de valeur	0,7	0,8
			Variation de stocks	- 4,2	10,1
			Exportations	495,3	538,2
Total des ressources et des emplois	2 474,7	2 590,9			

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Investissement par secteur institutionnel

	2011 en milliards d'euros	Évolution en valeur en %		Évolution en volume en %	
		10/09	11/10	10/09	11/10
Entreprises non financières	213,4	7,2	7,5	6,3	5,1
Entreprises financières	13,6	- 12,1	10,2
Administrations publiques	61,4	- 6,1	1,6	- 8,1	- 1,9
Ménages	108,9	1,3	7,1	- 0,4	3,1
ISBLSM	4,0	4,1	3,2
Total	401,2	2,5	6,5	1,2	3,5

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Capacité ou besoin de financement des secteurs institutionnels

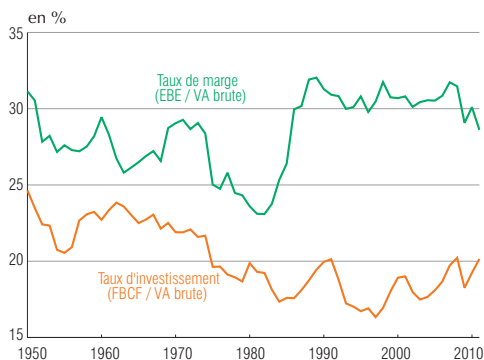
en milliards d'euros

	2009 (r)	2010 (r)	2011
Sociétés non financières	- 15,8	- 17,1	- 64,9
Sociétés financières	31,2	27,6	28,7
Administrations publiques	- 142,6	- 137,4	- 103,9
Administrations centrales	- 121,7	- 112,7	- 90,2
État	- 117,1	- 121,8	- 87,5
ODAC	- 4,6	9,1	- 2,7
Administrations locales	- 5,9	- 1,4	- 0,9
Administrations de sécurité sociale	- 15,0	- 23,3	- 12,7
Ménages ¹	93,8	89,7	89,8
ISBLSM	0,5	0,0	- 0,7
Nation	- 32,9	- 37,1	- 51,0

1. Y compris entrepreneurs individuels.

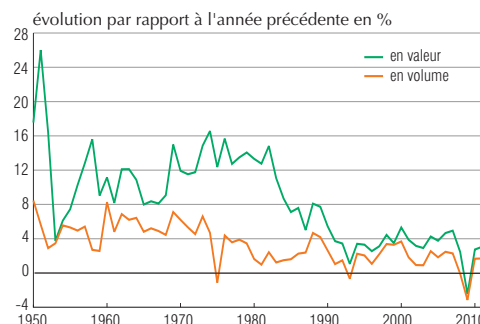
Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Taux de marge et taux d'investissement des sociétés non financières de 1950 à 2011



Champ : sociétés non financières hors entreprises individuelles.
Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Évolution du PIB en France de 1950 à 2011



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Principaux agrégats de la comptabilité nationale par habitant

en euros courants par habitant

	2010 (r)	2011 (p)
Produit intérieur brut	29 885	30 634
Revenu disponible brut des ménages	19 898	20 307
Dépense de consom. finale indiv. des ménages	16 731	17 032
Épargne brute des ménages	3 167	3 275
Capacité de financement des ménages	1 384	1 377

Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

PIB par habitant dans l'Union européenne

en indice base 100 pour l'UE à 27

	2010 (r)	2011 (p)		2010 (r)	2011 (p)
Allemagne	118	120	Lettonie ¹	55	58
Autriche	126	129	Lituanie	57	62
Belgique	119	118	Luxembourg	271	274
Bulgarie	44	45	Malte	82	83
Chypre	95	92	Pays-Bas	133	131
Danemark	127	125	Pologne	63	65
Espagne	100	99	Portugal	80	77
Estonie	64	67	Rép. tchèque	80	80
Finlande	115	116	Roumanie	47	49
France	108	107	Royaume-Uni	112	108
Grèce (p)	90	82	Slovaquie	73	73
Hongrie	65	66	Slovénie	85	84
Irlande	127	127	Suède	124	126
Italie	100	101	UE à 27	100	100

1. Ruptures de série en 2010.

Champ : les chiffres de base sont exprimés en standards de pouvoir d'achat (SPA), c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

Source : Eurostat.